



Unspash / Zbynek Biurival

AFRIQUE DE L'OUEST

UN FINANCEMENT CLIMAT QUI APPAUVRIT LES BÉNÉFICIAIRES

Par Méлина Nantel

À l'heure actuelle, les pays riches et les bailleurs de fonds n'ont fourni que 7% des 198 milliards de dollars dont les pays d'Afrique de l'Ouest ont besoin d'ici à 2030 pour faire face à la crise climatique. Malgré des promesses onéreuses, les donateurs sont loin d'atteindre les cibles promises. Ils ont d'ailleurs de plus en plus recours aux prêts plutôt qu'aux dons. Ces prêts, en plus d'être largement insuffisants, contribueraient à vulnérabiliser les pays de la région. *Sans Frontières* revient sur le rapport publié le 27 septembre par l'organisation non gouvernementale (ONG) Oxfam qui alerte sur la situation des pays bénéficiaires qui deviennent ainsi à haut risque de surendettement.



Unsplash / Patrick Hendry

A lors que le continent africain ne produit que 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, la région du Sahel/Afrique de l'Ouest serait l'une des plus vulnérables aux changements climatiques. Le Sahel fait face à sa plus importante famine depuis une décennie.

De 2015 à 2022, quatre fois plus de personnes (de 7 à 27 millions) sont passées en « besoin urgent d'assistance alimentaire ». Pour Oxfam, des mesures d'adaptation aux changements climatiques sont requises, et l'aide internationale serait plus importante que jamais.

DES FINANCEMENTS SOUS FORME DE PRÊTS

Bien que selon l'ONG, le financement climat serait effectivement en hausse un peu partout sur la planète, l'écart se creuse entre les prêts et les dons: de 2011 à 2019, les instruments de dette ont augmenté de 610%, contre une augmentation qui atteint 79 % pour les dons. Pour l'ensemble du financement climatique au Sahel, 62 % constituent des prêts.

Alors que depuis le début des années 1960, les spécialistes soutiennent que les prêts incitent les pays bénéficiaires à faire un usage judicieux des fonds et à mobiliser les recettes fiscales, des études empiriques ont également démontré que les dons seraient plus volatiles que les prêts.

Dans son rapport intitulé *Les financements climat en Afrique de l'Ouest*, qui se base sur le financement public international pour le climat fourni entre 2013 et 2019, Oxfam défend toutefois que le recours excessif aux instruments de la dette serait très risqué dans cette région du monde, car plusieurs pays ont déjà un taux d'endettement et de pauvreté élevés. Parmi ceux-ci figure le Ghana, qui reçoit actuellement 40 % de son financement climat sous forme de prêts, bien que le pays soit considéré à haut risque de surendettement.

DES PRÊTS CONTRE-PRODUCTIFS

Les prêts sont ainsi « contre-productifs » selon Julien Dubuc, chargé de programmes en changement climatique et environnement à Oxfam-Québec. Selon l'organisation, ce type de financement aurait ainsi pour effet de diminuer encore plus la capacité d'adaptation des pays.

La Banque mondiale a offert des prêts concessionnels - soit des prêts avec des taux plus favorables que ceux présents sur le marché, allant parfois jusqu'à 0% d'intérêt. Mais d'autres donateurs importants, comme la France, le Japon ou les États-Unis, ont fait appel presque exclusivement à des financements non concessionnels, qui sont beaucoup moins avantageux que les financements concessionnels dus à leurs hauts taux d'intérêt.

Le Fonds vert pour le Climat, créé en 2010 par les Nations unies pour appuyer les pays plus vulnérables, est l'un des principaux donateurs, et a, quant à lui, une proportion de 73% de financements non concessionnels.

Selon Assalama Dawalack Sidi, directrice régionale d'Oxfam pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, la plupart des pays tombent ainsi dans « la spirale de la dette et de la pauvreté », ce qui va à l'encontre de la justice climatique réclamée. « Les conséquences sont désastreuses pour des millions de personnes qui paient le prix des impacts du changement climatique sans en être responsables » complète la responsable.

Dans ses recommandations, le rapport d'Oxfam demande ainsi que les financements non concessionnels ne soient pas inclus dans les financements climat. L'organisme international en appelle également à un plus grand recours aux dons.

Opinion que partage l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). « Actuellement, on

Samuel Turpin / Media Active for Change



Diafara Traoré / Oxfam



‘sur-compte’ ce qui est vraiment offert en termes de financement climatique. Ce n’est pas de l’argent donné. En réalité, une grande partie de ce montant nous revient [aux pays des Nords] et parfois davantage, grâce à l’intérêt », explique Denis Côté, analyste des politiques au sein de l’organisme.

« Les pays des Suds ne peuvent pas rembourser éternellement des prêts: ils ont déjà de la difficulté à fournir des services sociaux, de santé ou d’éducation. On [les pays des Nords] saccage l’environnement, ça a des conséquences pour eux, puis on va leur demander de payer en plus. C’est presque obscène », défend l’expert de l’AQOCI.

UNE JUSTICE CLIMATIQUE À ATTEINDRE

Bien que la région du Sahel soit particulièrement touchée par la crise climatique, ses populations ne sont responsables que d’une infime part du problème. « Le Sahel contribue à seulement 0,51 % des émissions globales. Si tout le monde avait ce niveau de vie-là, il n’y en aurait pas, de crise climatique », affirme Julien Dubuc.

« Les modes de vie effrénés des pays des Nords ont créé de gros problèmes, entre autres dans cette région. Il en va de notre responsabilité morale de pallier les conséquences », défend le chargé de programmes.

En vertu de l’Accord de Paris en vigueur depuis 2016, les pays s’étaient engagés à réduire leurs émissions pour atteindre le 1,5 degré visé. Mais cet accord n’est respecté dans les faits que par un seul pays, la Gambie, tandis que les besoins continuent d’augmenter un peu partout sur la planète.

Lorsque questionnée par courriel sur la responsabilité du Canada dans la réduction de ses émissions pour diminuer les dommages au Sahel, la porte-parole d’Affaires mondiales Canada, Geneviève Tremblay, s’est contentée de mentionner les efforts de financement climatique du Canada dans la région. Mais ces financements, selon l’étude d’Oxfam, représentent pour beaucoup de pays un investissement lucratif bien davantage qu’une réelle aide internationale.

Le rapport d’Oxfam émet des recommandations claires à la fois aux organisations et aux pays donateurs : une plus grande responsabilisation qui devrait s’articuler avec une augmentation significative des dons. L’organisme en appelle aussi à une meilleure inclusion de la dimension de genre dans les objectifs de financement et espère finalement une meilleure supervision des fonds utilisés, afin que ceux-ci puissent atteindre les acteurs locaux réellement impliqués et affectés par les changements climatiques.

« Ça fait des décennies qu’on a cette recette-là, de prêter. Ça ne donne pas de résultat. Il faut une compréhension des dynamiques propres au Sahel, qui prennent en compte les dimensions sociales et biologiques de l’environnement », conclut Julien Dubuc d’Oxfam-Québec. 

Quelques

chiffres



Oxfam

62%

62% du financement climatique constitue des prêts qui devront être remboursés.

7%

Les donateurs ne fournissent que 7% des 198 milliards de dollars nécessaires pour répondre à la crise climatique dans la région.

610%

Les prêts ont augmenté de 610% de 2013 à 2019, contre 79% pour les dons.

7, 13
et 24

Le Niger, le Mali et le Burkina Faso font partie des pays les plus vulnérables du monde aux changements climatiques (respectivement 7^e, 13^e et 24^e du classement).

95%

Le Tchad, qui est le pays le plus vulnérable et le moins préparé au monde aux changements climatiques, a le plus grand déficit de financement pour l’adaptation : 95% de ses besoins financiers d’ici à 2030 ne sont pas couverts (1,62 milliard sur 1,7 milliard).

154%

Le nombre de personnes se trouvant désormais en situation d’insécurité alimentaire a augmenté de 154% entre mars et mai 2022 par rapport à la moyenne des cinq années précédentes (2017-2021).



Pour plus de détails, scannez le code QR ci-contre.